

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Statistiques diverses. I. Les finances de l'Angleterre. II. Mouvement de la population en Écosse, de 1855 à 1859

Journal de la société statistique de Paris, tome 1 (1860), p. 115-120

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1860__1__115_0

© Société de statistique de Paris, 1860, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

DEUXIÈME PARTIE. — STATISTIQUES DIVERSES.

I.

Les finances de l'Angleterre.

(Deuxième article. — Voir le 1^{er} numéro du journal.)

Nous avons montré, dans un premier article, le mouvement croissant des recettes et des dépenses de l'Angleterre, et signalé les articles des deux budgets sur lesquels l'augmentation a principalement porté. Nous avons constaté notamment que la dépense, surtout à partir de 1854, s'est plus rapidement élevée que la recette. Toutefois on ne peut s'empêcher d'être frappé de l'étendue des ressources que ce pays, par le seul effet du développement de sa richesse, met à la disposition de son gouvernement, quand on a sous les yeux le tableau des suppressions ou des réductions successives des taxes depuis l'inauguration du système financier de Sir Robert Peel.

En voici le résumé :

ANNÉES.	ÉVALUATION du produit des taxes supprimées ou réduites.	ANNÉES.	TAXES réduites ou supprimées.
1845	4,546,306 £	1852	95,928 £
1846	1,151,790	1853	3,247,474
1847	344,886	1854	1,284,108
1848	585,968	1855	312,960
1849	388,798	1856	2,203,475
1850	1,310,151	1857	10,753,582
1851	2,679,864	1858	2,100,000
		1859	"

Dans ces quatorze années, le produit total des taxes supprimées ou réduites s'est élevé à la somme énorme de 31 millions sterling, ou de 775 millions de francs! Ces suppressions ou réductions ont surtout porté sur les droits de douane et d'accise; mais elles ont eu également pour objet des taxes directes, telles que la contribution des fenêtres (*Window duty*), supprimée en 1851; le timbre, les taxes somptuaires et la taxe sur le revenu, réduite, en 1857 et 1858, d'une somme évaluée à 280 millions de francs.

Il est vrai que des taxes nouvelles ont été établies, et que la quotité d'un certain nombre de taxes anciennes a été plus ou moins sensiblement élevée. C'est ce qui résulte des documents ci-après, qui portent à environ 24 millions sterling ou 600 millions de francs, le produit de ces aggravations d'impôts :

1845	53,720 £	1852	" £
1846	2,000	1853	3,356,383
1847	"	1854	9,854,643
1848	84	1855	6,226,907
1849	"	1856	"
1850	"	1857	92
1851	600,000	1858	456,780
		1859	4,340,000

On voit que c'est sous la pression des besoins créés par la guerre d'Orient que des ressources nouvelles ont dû être demandées à l'impôt. Il est remarquable que, précisément dans les années où ces besoins commençaient à se faire sentir, c'est-à-dire en 1853 et 1854, et au moment même où la quotité de certaines taxes était accrue de manière à donner une recette supplémentaire de 300 millions de francs, des réductions ou des suppressions étaient opérées jusqu'à concurrence de 112 millions. Les aggravations d'impôt ont porté en grande partie sur ce que nous appelons en France les contributions directes, signe manifeste de la tendance des hommes d'État de l'Angleterre, depuis Sir Robert Peel et à son exemple, à substituer les impôts de cette nature, dont les produits sont réguliers et assurés, aux taxes indirectes dont le produit est essentiellement incertain et aléatoire. Nous voyons, en effet, figurer parmi les produits nouveaux du budget anglais, la taxe sur les maisons (substituée à l'impôt sur les fenêtres) pour 15 millions de francs; l'impôt sur les successions (véritable impôt direct, quoique non classé sous ce titre dans notre technologie financière) pour 50 millions, et la taxe sur le revenu pour 344 millions.

On trouve une preuve remarquable de la facilité avec laquelle l'impôt est perçu en Angleterre, ou de la lenteur avec laquelle les dépenses y sont liquidées, par le chiffre élevé des balances en caisse à la fin de chaque exercice. De 1846 à 1852, années relativement prospères, la somme de ces balances a varié entre 212 et 244 millions de francs, et dans la période 1853-1859, entre 112 et 193 millions.

La dette anglaise se compose de trois éléments : la dette permanente, la dette viagère et la dette flottante. L'intérêt de la première s'élevait, à la fin de 1859, au même chiffre qu'à la fin de 1845, c'est-à-dire à 595 millions de francs. On peut en dire autant de la dette viagère dont le service exigeait, aux deux époques, une somme de bien près de 100 millions. Quant à la dette flottante, elle a eu des oscillations plus considérables, puisque la somme de ses intérêts a varié entre 25 millions en 1856, année de guerre, et 40 1/2 millions en 1845. En réunissant les trois dettes, on trouve que le service des intérêts a absorbé une somme de 717 1/2 millions (maximum) en 1857, et de 688 millions (minimum) en 1855. Quant au capital, après avoir oscillé, de 1845 à 1853, entre 19.8 milliards (maximum) en 1848, et 19 1/4 milliards (minimum) en 1855, il a obéi, à partir de cette dernière année, à un mouvement de progression marquée dont le maximum tombe en 1856 (20,5 milliards), pour n'être plus ensuite que de 20,2 milliards en 1857; de 20,1 milliards en 1858, et de 20 milliards en 1859.

Nous avons vu que le produit des douanes contribue pour la plus forte part aux ressources budgétaires du Royaume-Uni (600 millions sur 1500 1/2 millions en 1859, ou 40 p. %). Il n'est pas sans intérêt de rechercher à quelle valeur d'exportation et d'importation répond une recette aussi considérable. Cette valeur a suivi la progression ci-après dans les six dernières années (ces chiffres sont en millions sterling) :

1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.
268.2	260.2	311.7	334.0	304.3	334.9

En six années l'accroissement a été de 25 p. %. Cet accroissement avait déjà été presque atteint en 1857, c'est-à-dire en quatre années. Ainsi la somme des valeurs importées et exportées, de 6 milliards 700 millions de francs en 1854, s'est élevée 8 milliards 350 millions en 1857, et à 8 milliards 375 millions en 1859. Comme il n'existe pas de droits à l'exportation en Angleterre, c'est sur les importations seulement que les 600 millions de francs de recettes de douane ont été perçues, c'est-à-dire sur une valeur qui a varié ainsi qu'il suit dans la même période :

1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.
152.4	143.5	173.5	187.8	146.6	179.3

Ici le maximum (4 milliards 695 millions de francs) tombe en 1857, et le minimum (3 milliards 587 millions de francs) en 1855. La recette des douanes en 1859 a été d'environ 7 p. % des valeurs importées.

Les exportations anglaises se divisent, dans les documents officiels, en exportations d'objets fabriqués dans le Royaume-Uni et de produits coloniaux et étrangers. Voici quelles ont été, pour les six années que nous étudions, ces variations dans la valeur des deux natures d'exportations :

	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.
Produits britanniques	97.2	97.7	115.8	122.0	116.6	130.4.
Produits étrangers et coloniaux.	18.6	21.0	23.4	24.1	23.2	25.2.
	<u>115.8</u>	<u>118.7</u>	<u>139.2</u>	<u>146.1</u>	<u>139.8</u>	<u>155.6.</u>

Il résulte du rapprochement des deux tableaux qui précèdent : 1° que les importations de l'Angleterre sont plus considérables que ses exportations; 2° que son commerce d'exportation ne comprend pas seulement ses propres produits, mais encore les produits qu'elle achète à l'étranger et à ses colonies pour les revendre plus tard, lorsque la différence des prix lui assure un bénéfice. L'Angleterre est peut-être le seul pays qui ait assez de capitaux pour faire un commerce de cette nature, au moins sur une aussi vaste échelle; le plus grand nombre des autres n'achètent guère que pour les besoins de leur consommation. La différence notable que l'on constate entre la valeur des importations et des exportations n'est très-probablement qu'apparente, d'une part, les déclarations faites à la douane par les exportateurs n'étant qu'approximatives et pouvant rester au-dessous de la vérité; de l'autre, la valeur des objets importés comprenant tous les frais de transport, de commission, d'assurance et autres, tandis que ces frais n'entreront qu'au lieu de destination dans la détermination de la valeur des produits exportés.

On remarque, au surplus, que l'écart entre les deux valeurs va diminuant sensiblement de l'une à l'autre période. Ainsi de 31 p. % en 1854, il est tombé à 15 p. % en 1859.

Dans les chiffres qui précèdent nous n'avons pas compris un article très-important du commerce britannique ; c'est le mouvement des métaux précieux. Nous n'avons de documents convenables sur ce point, au moins en ce qui concerne les deux métaux, que pour 1858 et 1859. Dans ces deux années, l'importation et l'exportation ont compris les valeurs ci-après (en millions sterling) :

	IMPORTATION.		EXPORTATION.	
	1858.	1859.	1858.	1859.
Or.	22.8	22.3	12.6	18.1
Argent	6.7	14.8	7.1	17.6
	29.5	37.1	19.7	35.7

L'importation a été notablement supérieure à l'exportation en 1858 ; la différence n'a pas été très-sensible en 1859. L'écart entre les deux métaux, à l'entrée et à la sortie, très-considérable en 1858, l'a été beaucoup moins en 1859. On remarque la forte diminution de l'exportation de l'or en 1859, et, par contre, l'accroissement considérable des envois d'argent à l'étranger. L'entrée de l'or a été à peu près la même en 1858 et 1859 ; mais celle de l'argent a plus que doublé : c'est l'indice du besoin extraordinaire que l'Angleterre avait de ce métal pour l'expédier dans ses colonies de l'Inde.

Les pays qui, en 1858 et 1859, ont exporté le plus de métaux précieux pour l'Angleterre sont les suivants (les valeurs sont en millions de francs) :

1858.				1859.			
	Or.		Arg.		Or.		Arg.
Australie	225.0	Amérique du Sud . .	75.0	Australie	215.2	France	160.0
Californie	112.0	France	50.0	Californie	197.5	Amérique du Sud et	
Amérique du Sud et		Belgique	13.3	Russie	50.1	Indes occidentales .	85.0
Indes occidentales .	85.0	Portugal	8.5	Amérique du Sud et		États-Unis	45.0
Villes anséatiques .	37.5	Villes anséatiques .	4.5	Indes occidentales .	43.4	Belgique	38.0
Russie	35.0	États-Unis	7.7	Villes anséatiques .	8.7	Villes anséatiques .	25.0
Égypte	30.5	Chine	2.5	Égypte	4.2	Hollande	9.2
France	16.3	Gibraltar	1.3	Turquie	3.5	Portugal	6.3
Portugal	3.0	Espagne	0.7	Côtes occ. d'Afrique.	2.4		
Côtes occ. d'Afrique.	2.7			Portugal	1.9		

Pour les deux métaux, ce sont à peu près les mêmes pays qui figurent parmi les plus forts importateurs, quoique dans un ordre très-différent, surtout pour quelques-uns. C'est ainsi que la France, qui n'avait envoyé que pour 50 millions d'argent en 1858, a plus que triplé son exportation en 1859 ; la Belgique a également triplé la sienne ; les villes Anséatiques ont presque sextuplé la leur. La Hollande, qui n'en avait envoyé qu'une quantité insignifiante en 1858 (75,000 fr.), a porté son exportation à plus de 9 millions. On peut juger, par ces accroissements, des sacrifices considérables qu'a dû faire l'Angleterre pour se procurer, en dehors de la voie naturelle de la balance des échanges, les quantités énormes de métal-argent dont elle a eu besoin pour ses possessions de l'Inde.

Les pays auxquels l'Angleterre a envoyé le plus de métaux précieux, en 1858 et 1859, sont les suivants :

	OR.			ARGENT.	
	1858.	1859.		1858.	1859.
France	272.0	372.0	Égypte	125.0	400.0
Brésil	72.2	2.4	Hollande	16.7	0.7
Turquie	16.3	"	Villes anséatiques	13.9	21.4
Belgique	4.9	4.7	France	9.7	12.0
États-Unis	3.4	"	Brésil	3.1	24.8
Indes occid. danoises, St. Thomas.	3.3	3.4	Indes occidentales danoises . . .	1.8	"
Égypte	3.2	15.3	États-Unis	1.7	"
Portugal et dépendances	3.1	9.8	Belgique	0.7	1.7
Maurice	2.6	"			
Villes anséatiques	2.5	10.6			
Colon. angl. de l'Afrique mérid.	1.6	"			
Hollande	0.3	7.9			
Gibraltar	"	2.7			
Russie	"	2.4			

C'est la France qui, en paiement du métal-argent qui lui a été acheté en quantités si considérables, a reçu le plus d'or en 1858 et 1859. Seulement il est remarquable que, pour 210 millions qu'elle a envoyés en 1858 et 1859, elle a reçu 644 millions. La différence représente très-probablement la dette contractée par l'Angleterre par suite d'un excédant d'importations françaises. Il est évident que les énormes exportations d'argent pour l'Égypte n'ont pas ce pays pour destination, mais les Indes et la Chine. La France voit s'accroître, quoique bien faiblement encore, ses importations d'argent. De 9.7 millions en 1858, elles se sont élevées à 12 en 1859. Mais ces quantités sont encore à une grande distance de celles que l'Angleterre nous a envoyées jusqu'en 1852 et qu'indiquent les chiffres ci-après (en millions de francs) :

1845.	1846.	1847.	1848.	1849.	1850.	1851.	1852.
65.5	30.5	57.5	95.4	153.5	47.0	35.0	25.0

Les envois d'argent tombent tout à coup à 12 1/2 millions en 1853, à 7 millions en 1854, pour se relever à 16 1/2 millions en 1855, à 20 1/2 millions en 1856, et retomber à 8 millions en 1857.

Remarquons, en terminant sur ce point, que, tandis que le mouvement des échanges semble se balancer au préjudice de l'Angleterre, celui des métaux précieux, se liquide au contraire en sa faveur. Il faut en conclure qu'une certaine quantité de ces métaux est envoyée dans le Royaume-Uni, en dehors de toute opération de commerce. Tel est le cas notamment des mineurs de l'Australie et de la Californie qui adressent, soit à la Monnaie, pour les convertir en numéraire, soit aux banquiers de Londres, dans un but de placement, l'or qu'ils ont recueilli.

L'influence de la découverte des gîtes aurifères paraît avoir exercé, de 1851 à 1856, une influence sensible sur le monnayage en Angleterre. Le montant des monnaies d'or, frappées de 1845 à 1851, avait oscillé entre le minimum de 37,3 millions en 1850, et 128,9 en 1847. Il a subi, de 1851 à 1859, les variations suivantes (valeurs en millions de francs) :

1851.	1852.	1853.	1854.	1855.	1856.	1857.	1858.	1859.
110.0	218.5	300.0	103.8	225.0	150.0	121.5	30.7	66.2

On voit que cette influence, très-sensible jusqu'en 1853, a cessé, après une forte recrudescence en 1855, de se faire sentir depuis, probablement par le fait de l'établissement d'hôtels de monnaies dans les pays de production et de l'accroissement de l'exportation des métaux précieux.

Les caisses d'épargne figurent en Angleterre parmi les institutions financières les plus intéressantes de ce pays. Comme en France, l'actif de ces caisses est versé à l'échiquier qui en sert l'intérêt au taux de 3 p. %, et peut l'appliquer aux besoins de l'État contre une émission correspondante de bons du trésor, remis aux commissaires de la dette publique chargés de l'administration des caisses. Le tableau ci-après indique par année, de 1846 à 1859, le chiffre (en millions sterling) des versements, des remboursements et le montant du capital dû aux déposants :

	VERSEMENTS.	REMBOURSEM.	CAPITAL.
1846	7.3	7.2	31.7
1847	6.6	9.0	30.2
1848	5.9	8.6	28.1
1849	6.2	6.5	28.5
1850	6.4	6.8	30.3
1851	6.8	6.3	31.7
1852	7.3	6.7	31.7
1853	7.6	7.1	33.4
1854	7.4	7.9	33.7
1855	7.2	7.6	34.3
1856	7.7	8.0	34.9
1857	7.6	8.4	35.1
1858	7.9	7.8	36.2
1859	9.0	7.3	39.0

L'effet des crises industrielles se manifeste clairement dans ce tableau. Ainsi on voit s'élever tout à coup, en 1848 et 1849, le montant des retraits et diminuer celui des versements. Si le même fait se reproduit en 1856 et 1857, années de prospérité industrielle, il faut l'attribuer très-probablement aux retraits opérés avec l'intention de prendre part aux nombreux emprunts qui se sont négociés, dans ces deux années, sur les principales places de l'Europe. Malgré les oscillations survenues dans ces deux branches d'opérations,

on constate, à partir de 1848; un accroissement continu du chiffre du capital des déposants, qui de 28.4 millions (702.5 mill. de fr.) s'élève, en 1859, à 39 millions (975 mill. de fr.), soit un accroissement de 38 p. %.

Si les caisses d'épargne fournissent à l'État les moyens de satisfaire à des besoins urgents, la Banque d'Angleterre lui rend d'autres services bien plus importants encore, d'une part en négociant à l'échiquier une notable partie de ses bons, de l'autre en faisant, moyennant une certaine redevance proportionnelle, le service de la dette publique et de la trésorerie. Il est regrettable que les comptes rendus de cet établissement, le plus considérable qui existe dans le monde entier, d'une part, soient peu répandus, de l'autre, ne fassent connaître que les résultats nets des opérations de l'année. Ainsi préparés exclusivement au point de vue de l'intérêt de l'actionnaire, ils ne jettent aucune lumière sur les diverses phases de la situation économique du pays dans le cours du dernier exercice. Les seuls renseignements de quelque intérêt que les publications hebdomadaires de la Banque permettent de recueillir, consistent dans le mouvement de l'actif et du passif à diverses époques et notamment à la fin de chacun des trimestres de son année financière. En voici le relevé pour les 14 dernières années (en mill. sterl.). L'actif comprend le capital social, la dette du gouvernement envers la Banque, le portefeuille et l'encaisse métallique; le passif, les billets en circulation et les dépôts.

		22 mars.	14 juin.	6 sept.	27 déc.			22 mars.	14 juin.	6 sept.	27 déc.
1846.	{ Actif . . .	46.1	46.0	43.6	40.9	1853.	{ Actif . . .	47.0	46.0	44.1	45.0
	{ Passif . . .	42.6	42.5	40.1	37.4		{ Passif . . .	43.6	42.6	41.0	41.6
1847.	{ Actif . . .	40.0	38.2	37.8	39.3	1854.	{ Actif . . .	42.8	39.9	39.0	39.0
	{ Passif . . .	36.4	34.6	34.2	35.6		{ Passif . . .	39.4	36.5	35.6	35.8
1848.	{ Actif . . .	39.0	37.4	37.1	37.5	1855.	{ Actif . . .	39.0	41.6	43.1	40.0
	{ Passif . . .	35.2	33.8	33.4	34.0		{ Passif . . .	35.5	38.5	39.6	36.7
1849.	{ Actif . . .	39.0	38.3	38.4	40.1	1856.	{ Actif . . .	41.0	38.7	40.2	39.6
	{ Passif . . .	35.3	35.2	35.1	36.9		{ Passif . . .	37.4	35.4	36.7	36.8
1850.	{ Actif . . .	41.3	41.0	41.5	41.9	1857.	{ Actif . . .	40.1	39.4	39.9	43.8
	{ Passif . . .	37.9	37.8	38.3	38.8		{ Passif . . .	36.6	36.0	36.2	40.4
1851.	{ Actif . . .	41.0	39.3	40.0	41.0	1858.	{ Actif . . .	45.2	43.6	44.0	45.1
	{ Passif . . .	37.7	36.1	36.6	38.0		{ Passif . . .	41.4	40.5	40.5	42.0
1852.	{ Actif . . .	43.0	44.3	46.2	47.0	1859.	{ Actif . . .	47.0	47.6	47.0	47.1
	{ Passif . . .	39.5	44.1	43.0	43.7		{ Passif . . .	43.6	44.4	43.4	44.0

On voit, au moins d'après la comptabilité de l'établissement, que l'actif moyen de chacun des trimestres ci-dessus est toujours supérieur au passif. Dans certaines années, et à certains trimestres de la même année, l'écart entre les deux valeurs s'élargit ou se resserre, selon que le portefeuille s'élève ou s'abaisse et que, par conséquent, la circulation des billets s'accroît ou diminue. En examinant avec quelque attention le tableau qui précède, on reconnaît les années de crise financière à la diminution, pendant ces années, des opérations de la Banque. On constate notamment un ralentissement sensible de ses avances au commerce dans les années 1847 et 1848. En 1852 et 1853, au contraire, elle en élève notablement le chiffre; elle les modère en 1854, pour se montrer plus libérale en 1855 et 1856. Voulant faciliter la liquidation de la crise de 1857, crise qu'elle a cherché à prévenir jusqu'au dernier moment en obtenant même du gouvernement l'autorisation de franchir la limite statuaire posée à ses émissions, elle porte, en 1858 et 1859, des escomptes au chiffre le plus élevé qu'ils aient encore atteint.

On trouve des enseignements de même nature dans le chiffre des émissions de l'ensemble des banques au Royaume-Uni autorisées à mettre en circulation des billets payables à vue. Ces émissions sont indiquées dans le tableau ci-après, pour la période 1846-1859 :

MOYENNES DES TRIMESTRES					MOYENNES DES TRIMESTRES				
finissant les					finissant les				
	1 ^{er} mars.	21 juin.	13 sept.	6 décemb.		1 ^{er} mars.	21 juin.	13 sept.	6 décemb.
1846.	38.5	38.6	38.7	40.7	1853.	38.8	40.5	39.9	39.6
1847.	37.9	35.7	34.6	35.5	1854.	39.8	38.8	36.9	38.2
1848.	32.9	33.0	32.4	33.7	1855.	37.1	37.9	37.3	37.9
1849.	32.4	32.9	32.2	33.8	1856.	36.5	38.0	37.9	38.2
1850.	33.6	34.4	34.3	34.1	1857.	37.0	37.8	37.0	37.6
1851.	33.6	34.2	33.9	34.0	1858.	35.9	37.6	36.7	38.2
1852.	35.1	37.2	38.2	39.9	1859.	38.2	39.9	39.1	40.3

Dans ces émissions la banque figure pour une moyenne de 21 millions sterling (525 millions de francs); les banques particulières de l'Angleterre proprement dite et du pays de Galles pour 3 1/2 millions (87 millions de francs); les banques par actions de la même partie du Royaume-Uni pour 3 millions (75 millions de francs); la banque d'Écosse, les banques particulières et les banques par actions du même pays pour 3 1/2 millions (87 millions de francs); la banque d'Irlande pour le même chiffre; les banques particulières et par actions pour 2 1/2 millions (62 1/2 millions de francs).

A. L.

II.

Mouvement de la population en Écosse, de 1855 à 1859.

ANNÉES.	POPULATION calculée.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	MARIAGES.
1855	3,004,290	93,599	62,249	19,690
1856	3,033,177	101,748	58,456	20,497
1857	3,064,566	103,628	61,925	21,314
1858	3,093,870	104,195	63,532	19,603
1859	3,123,174	106,782	61,754	21,127

Les rapports à la population moyenne, calculée pour la période entière (5 ans), de chacun des trois actes de la vie civile, s'établissent ainsi qu'il suit :

POPULATION MOYENNE.	NOMBRE D'HABITANTS pour		
	1 naissance.	1 décès.	1 mariage.
3,065,855	30.06	49.7	150

Si ces résultats sont exacts, l'Écosse est le pays de l'Europe (seulement après les pays scandinaves) qui compte, relativement à sa population, le moins de décès et de mariages. Mais il ne faut pas perdre de vue, d'une part, qu'il n'existe dans ce pays un état civil laïque régulier que depuis cinq ans; de l'autre, que la déclaration des mariages, naissances et décès est purement facultative, au lieu d'être obligatoire sous une sanction pénale comme en France. D'après les chiffres qui précèdent on a officiellement constaté, en Écosse, dans la période 1855-1859, 509,952 naissances et 307,916 décès; d'où un excédant de 202,036 naissances; ce qui constitue un accroissement annuel de la population de 40,401, soit de 1.31 pour 100 habitants. Si toutes les naissances qui figurent au tableau ci-dessus étaient légitimes, chaque mariage donnerait le jour à près de 5 enfants, l'une des plus grandes fécondités que nous connaissons.

A. L.

BIBLIOGRAPHIE. — Un de nos collègues, M. le Dr Isidore Bourdon, membre de l'Académie de médecine, vient de publier sous le titre de : *Précis d'hydrologie médicale des eaux minérales de France*, une véritable et très-curieuse monographie statistique de ces eaux. Cet excellent petit livre, écrit à la fois pour les savants et les gens du monde, se recommande aux premiers par l'exactitude rigoureuse et la variété des documents scientifiques; aux seconds par les indications les plus propres à les guider dans le choix des sources auxquelles ils doivent aller demander le rétablissement de leur santé. Il est précédé d'une introduction dans laquelle on retrouve cette facilité, cette élégance spirituelle du style qui caractérise les travaux, déjà nombreux et considérables, du savant docteur.

A. L.